



La Fnaqpa et l'AD-PA demandent « un plan d'urgence pour le grand âge »

Dépendance - Handicap | Publié le : 17.06.2022

Dans une « lettre ouverte pour une société plus juste qui traite dignement ses anciens », l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA) et la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa) tirent la sonnette d'alarme sur la situation du secteur.

Les constats sont connus et partagés par tous. Attractivité des métiers en berne, équipes à bout de souffle, démissions, difficultés de remplacement, etc. Comme l'ensemble du secteur médico-social, le grand âge traverse une crise profonde. « *La situation est inquiétante* », constate Pascal Champvert, président de l'Association des directeurs au service des personnes âgées (AD-PA).

Dans une lettre ouverte publiée le 16 juin, conjointement avec la Fédération nationale avenir et qualité de vie des personnes âgées (Fnaqpa), elle réclame un « *plan d'urgence* » pour le secteur. « *Nous, professionnels de la gérontologie, engagés dans une approche sociale, publique ou associative, dénonçons non seulement le manque de moyens criant (...) mais aussi le mépris de l'Etat et de nombreux départements vis-à-vis du sort réservé à nos aînés* », écrivent les deux organisations.

"Intenable"

Alors que la crise sanitaire a épuisé les professionnels, le gouvernement a pris un certain nombre de mesures pour améliorer leurs conditions de travail. Des intentions saluées par la Fnaqpa et l'AD-PA mais jugées toutefois « *insuffisantes* » car « *de nouveaux éléments rendent la situation intenable* », déplore Pascal Champvert.

Premier constat : dans de nombreux Ehpad, le financement des revalorisations salariales liées au Ségur n'est pas intégralement pris en charge par l'Etat. « *En moyenne, chez nos adhérents, le déficit de financement est de 57 000 euros* », explique Didier Sapy, directeur général de la Fnaqpa. « *Une telle somme représente le salaire d'un poste et demi. Ce qui revient à dire que les augmentations de salaire, pourtant indispensables, conduisent à la suppression d'un poste et demi. Et entraînent donc une dégradation des conditions de travail. Ce qui est absolument inacceptable* », tance Pascal Champvert.

« Il faut impérativement recruter »

« Nous demandons (voir la liste des revendications ci-dessous, ndlr) donc la création, a minima, de deux nouveaux postes dans chaque établissements et services d'aide à domicile afin de soutenir les professionnels encore en place, exige Didier Sapy. Il faut impérativement recruter des bras supplémentaires. Peu importe s'ils sont financés par le département ou l'Assurance maladie, nous en avons besoin en urgence ». Ces embauches sont d'autant plus nécessaires que les titulaires vont bientôt partir en vacances.

A cela s'ajoute, la première grosse vague de chaleur de l'année. *« Certains de nos adhérents assurent qu'ils ne savent pas comment ils vont gérer un éventuel épisode caniculaire. Ils sont déjà en difficulté, poursuit Didier Sapy. D'autres disent qu'ils travaillent déjà en "mode dégradé". C'est-à-dire qu'ils ne peuvent plus accueillir de nouveaux résidents ni mettre en place certaines activités ».*

« S'il n'y aura pas 15 000 morts comme en 2003, le manque de professionnels entrainera inévitablement des milliers de morts, s'alarme Pascal Champvert. Autant de décès qu'il serait possible d'éviter ».

C'est pourquoi les deux organisations demandent « un plan d'urgence sur l'exploitation des établissements, qu'il faut mettre en œuvre immédiatement afin de passer l'été dans les conditions les moins pires possibles », comme le souligne Didier Sapy.

Auteur : Maxime Ricard